

NARCOTRAFFIC

Une menace « au moins équivalente à celle du terrorisme »



À MARSEILLE. Gérald Darmanin et Laurent Nunez. Le ministre de la Justice Gérald Darmanin (photo Clément Mahoudeau/AFP) a estimé hier que la « menace » du narcotrafic est « au moins équivalente à celle du terrorisme » en France, lors d'un déplacement à Marseille, encore sous le choc après l'assassinat du frère d'un militant contre le trafic de drogue. Cela fait écho aux déclarations du président Emmanuel Macron qui a appelé à adopter face au narcotrafic la même

approche que contre « le terrorisme ». L'assassinat en plein jour de Mehdi Kessaci, 20 ans, est « un crime qui vise à faire peur et vise à atteindre quelque part la République et l'Etat », a de son côté affirmé le ministre de l'Intérieur Laurent Nunez, qui a promis de revenir « tous les mois » dans la deuxième ville de France. « La République doit être ferme, ne doit pas avoir la main qui tremble », a répondu le maire divers gauche Benoît Payan devant la presse.

Ce crime a tétanisé Marseille et choqué l'ensemble du pays. La justice étudie la piste d'un « crime d'intimidation » visant le frère de Mehdi, Amine Kessaci, militant antidrogue et écologiste. Les ministres ont promis de nouveaux renforts, notamment de magistrats ou greffiers sans détail chiffré, et ont mis en avant la loi contre le narcotrafic votée en juin avec notamment la mise en place en janvier d'un parquet spécialisé sur le modèle du parquet national antiterroriste. ■

France & Monde → Actualités

DÉFENSE NATIONALE ■ Le chef d'état-major des armées a-t-il dérapé en cherchant à galvaniser l'esprit de défense ?

Notre force de dissuasion verbale

Déjà martelé cet été par le président de la République et par le général Buckhard, l'appel à la résilience de la Nation face à une Russie de plus en plus menaçante a été reformulé par le nouveau chef d'état-major des armées, le général Mandon. Le fond était le même, la forme était « cash ».

Julien Rapegno

julien.rapegno@centrefrance.com

« Si notre pays flanche parce qu'il n'est pas prêt à accepter de perdre ses enfants, parce qu'il faut dire les choses, de souffrir économiquement parce que les priorités iront à de la production de défense, si on n'est pas prêt à ça, alors on est en risque ». Cette expression du chef d'état-major des armées, le général Fabien Mandon, mardi, devant le congrès de l'Association des maires de France, a fait réagir l'opposition.

« De telles déclarations publiques, qui engagent le pays dans un imaginaire de guerre, n'ont pas à avoir lieu », ont protesté les Insoumis. Le RN, LFI et le PCF ont dénoncé des propos « va-t-en-guerre ». Ces trois formations ont en commun d'être hostiles à l'OTAN et à l'Union européenne. Les velléités « bellicistes » qu'ils reprochent à l'exécutif français recourent parfaitement le narratif du Kremlin. Comme le dit un peu brutalement Olivier Schmitt, auteur de *Préparer la Guerre* (Puf 2024) et qui enseigne à l'Académie de défense du Danemark : « Les Russes ne font pas mystère que leur objectif stratégique est de faire imploser l'Union européenne. Si l'on considère que ce n'est pas grave d'avoir une vie politique qui est alignée et déterminée par Moscou, oui, on peut être pacifiste ».

« Ce n'est pas un appel aux armes »

Sébastien Chenu (RN) a déclaré sur LCI que « le chef d'état-major n'a aucune légitimité pour affoler les Français avec des déclarations alarmistes qui ne correspondent en rien à la ligne officielle du pays ».

Or, la menace russe et la probabilité d'une attaque avant 2030 ont clairement été exposées cet été dans la Revue stratégique nationale, « qui est un travail d'expert et pas un discours politique », souligne Olivier Schmitt.

La formulation sur la « perte



ANTICIPATION. La Légion étrangère en manœuvre à Guéret (Creuse) en mars 2024. PHOTO BRUNO BARLIER

de nos enfants » est un peu « étrange », mais relève des particularismes du « langage » militaire, estime ce chercheur en stratégie. « Jamais la France ne pourra, comme le fait le gouvernement russe en Ukraine, considérer la vie de ses soldats comme quantité négligeable et réduire leur sacrifice à un simple instrument », écarte le président de la commission Défense nationale du Sénat, Cédric Perrin.

Pour Cyrille Bret, philosophe et géopolitologue, enseignant à Montaigne-Po et expert à l'Institut Montaigne (1), le général Man-

don est bien dans son rôle d'alerte : « Ce n'est pas un « appel aux armes » mais un appel au sursaut de défense. »

S'il cherche à galvaniser les élus de la République, un tel discours contribue aussi « à la posture de dissuasion de la France », appuie Olivier Schmitt : « Si on veut éviter que quelqu'un nous agresse, il faut que l'on communique la volonté d'accepter des coups et des pertes. »

En face, « la Russie est en train de renforcer sa société pour être dans une posture de conflit pour les vingt-cinq prochaines années », poursuit celui qui forme

les stratèges danois.

Les Français ont été entretenus dans l'idée, selon Olivier Schmitt, que « la dissuasion nucléaire c'est une espèce de bouclier ou de cloche à fromage posée sur la France qui nous isole du monde extérieur [...] ça nous protège d'une invasion potentielle de notre territoire, mais pas du tout d'un effondrement de l'Union européenne qui aurait un impact extrêmement fort sur notre prospérité ».

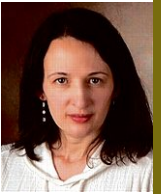
« Parce que la France a été un champ de bataille pendant les deux guerres mondiales, que leurs traces sont visibles, il faut comprendre que la représentation de la guerre pour les Français, demeure très nettement l'invasion du territoire », a contextualisé hier la chercheuse Bénédicte Chéron (Institut catholique de Paris), interviewée par l'AFP.

« La fin des années 1930 et la défaite de l'armée française en 1940 constituent le repoussoir et l'épouvantail des autorités politiques et militaires françaises », appuie Cyrille Bret. « L'étrange défaite » de 1940 a été analysée par Marc Bloch dans son ouvrage éponyme. Le grand historien et résistant avait notamment pointé « les retards du réarmement français, la force du paci-

L'ÉDITORIAL

FLORENCE CHÉDOTAL

florence.chedotal@centrefrance.com



Le deuil de la paix ?

Ravages de la communication moderne quand les mots sont dévitalisés... À partir du moment où « nous sommes en guerre » en 2020 contre... un virus, comment faire entendre à un peuple bercé par plus de quatre-vingts années de paix, de loisirs et de consommation que les choses pourraient un jour mal tourner ? Aussitôt, le langage militaire devient brutal, inadapte, maladroit quand il s'adresse à des novices. Nous ne sommes, pour la plupart, que des spectateurs de la guerre des autres. Ainsi, le chef d'état-major a mis le feu aux poudres en émettant la perspective du sacrifice de nos enfants. Frapper les esprits, est-ce la meilleure façon de les préparer ? On se souvient du diagnostic de l'historien Marc Bloch pour sous-titrer notre « étrange défaite ». Cette manière de penser en retard, ces militaires ankylosés par la routine du temps de paix, ces Français moralement faibles... Sait-on vraiment, au fond, comment notre pays se comporterait si la guerre s'approchait encore un peu plus près ? Sait-on ce qu'on a dans le ventre tant que l'adversité ne nous a pas bousculés ? Avant de penser à faire le deuil de la paix, il faudrait déjà, en réalité, se réarmer moralement.

fisme et la faiblesse de la volonté de combattre côté français face à l'impérialisme des puissances de l'Axe... », énumère Cyrille Bret. Pour lui, la France a des atouts pour éviter le scénario catastrophe de 1940 et ne pas céder au défaitisme : « Le lien armée-nation est solide, il y a une familiarité de la population avec les opérations militaires extérieures, une industrie de défense dynamique et mobilisatrice, des forces aguerries... ».

(1) Cyrille Bret a publié en 2024 : *Dix attentats qui ont changé le monde* (Armand Colin 2024).

■ Un kit de survie pour crises majeures

Le gouvernement a publié hier une version actualisée et enrichie du guide « Tous responsables », qui vise à préparer la population à affronter une crise majeure frappant le territoire national. Le guide donne notamment les éléments pour se constituer un kit d'urgence et dresser une check-list, notamment pour faire face aux « premières 72 heures », souvent les plus éprouvantes, afin de permettre aux secours de « se concentrer sur les personnes en grande difficulté ».

« Certaines crises peuvent être d'origine naturelle ou technologique, d'autres préparées et réalisées par des groupes terroristes voire par l'action d'un État hostile à la France » : parmi les crises majeures, celle relevant d'un conflit armé est citée. Même si le théâtre n'est pas le territoire national, « la perspective de l'engagement des forces armées n'est plus à exclure ». « En représailles, l'adversaire pourrait alors décider de conduire des opérations hybrides à notre rencontre, c'est-à-dire des opérations non militaires visant à déstabiliser notre société et à perturber la continuité de la vie de la Nation ».